

Introduction

Le Parti vert du Québec aimerait féliciter l'administration Coderre pour sa volonté d'examiner les méthodes afin de réduire notre consommation aux énergies fossiles. Toutefois, pour aller au bout de ses engagements, le maire Coderre doit injecter les fonds nécessaires et démontrer sa détermination d'effectuer des changements concrets qui mèneront vers une véritable transition énergétique. Par ailleurs, seule une consultation publique sans suivi des recommandations ne changera quoi que ce soit à la situation. Voici donc quelques propositions de notre parti qui pourraient inspirer des gestes tangibles de la part des élus de la Ville de Montréal.

Transports

Financement du transport en commun

Depuis 28 ans, la STM n'a construit aucune nouvelle station de métro ou prolongement du métro sur l'île de Montréal. Les autobus, les trains de banlieue et le métro sont de plus en plus bondés. Pendant que les citoyens font leur part pour l'environnement, le financement de la Ville de Montréal et du gouvernement du Québec reste insuffisant. Sans volonté politique, il est plutôt difficile d'instaurer de nouvelles habitudes ou façons de faire et de les maintenir. La volonté politique, rappelons-le, est l'expression de la démocratie donc du respect de la population et des fonds publics.

Bref, l'expansion du réseau et la bonification des services de transport en commun représentent le meilleur retour sur les investissements publics.

Améliorer l'offre du transport en commun

Une des plus grandes critiques qui est faite au transport en commun de Montréal concerne son offre de service et la fréquence de passage de ses autobus. Le phénomène est particulièrement important dans les banlieues et à l'extérieur du centre-ville. Plus de citoyens seraient enclins à utiliser le service s'il était plus accessible, plus fréquent, fiable et étendu sur le territoire.

Respecter le temps et le confort des utilisateurs du transport en commun

Les citoyens qui utilisent les transports en commun ne sont pas des citoyens de deuxième classe. Ils méritent un transport aussi rapide, ou même davantage, que s'ils avaient recours à un véhicule privé. Il est inacceptable que les autobus, wagons de métro et trains de banlieue soient de plus en plus bondés. Nous devrions avoir droit à un service efficace, rapide et confortable.

Augmenter la demande pour le transport en commun en éliminant les tarifs

La grille tarifaire actuelle de la STM, de l'AMT, du RTL et de STL décourage l'utilisation du réseau de transport en commun par ses prix élevés. Le fait que l'utilisation du transport en commun coûte trois à quatre fois plus cher que l'immatriculation d'une automobile démontre quelles sont les priorités de la Ville de Montréal et du gouvernement du Québec. L'ensemble des Québécois payent des impôts qui servent à financer le réseau routier peu importe s'ils utilisent les transports en commun ou un véhicule privé.

Au Québec, nous avons très peu de péages sur le réseau routier, pourtant nous avons des péages dans l'ensemble des autobus, gares de métro et trains de banlieues. C'est une question de priorité.

La gratuité du transport en commun aurait un impact certain sur les habitudes des utilisateurs. Une augmentation significative de la demande aurait pour résultat de donner à la Ville de Montréal les moyens d'augmenter l'offre et d'améliorer le service.

Le 29 février 2016, la ville de Beauharnois a inauguré un réseau de transport en commun totalement gratuit. Chambly, Sainte-Julie, Richelieu, Carignan, Candiac, La Prairie et Saint-Philippe ont tous entrepris des démarches similaires.

Construire le Train de l'Ouest

Les résidents de l'ouest de l'île de Montréal et de la banlieue n'ont pas accès à des services de transport en commun adéquats. Le projet de modernisation des lignes de trains de banlieue a fait l'objet de nombreuses campagnes électorales. Mais, pour des raisons politiques, ce dernier n'a jamais vu le jour. Les récentes déclarations du gouvernement Couillard qui cherche à transférer la responsabilité des transports en commun vers les entreprises privées par l'entremise de la Caisse de dépôts et placements, témoignent de leur manque de volonté de fournir des fonds publics dans ce projet de grande importance.

Expansion du métro

Le métro de Montréal est la plus importante infrastructure de transport électrique au Québec. Cependant aucune nouvelle station de métro n'a été construite sur l'île depuis 1988. Pourtant, la ville s'est développée dans toutes les directions. Rappelons ici que nos élus se sont engagés auprès de la population et de la communauté internationale afin de réduire nos émissions de GES pour ralentir les changements climatiques.

Augmenter significativement la taxe municipale perçue sur l'essence

La situation actuelle quant à la chute du prix du pétrole brut au Canada et à travers le monde constitue une opportunité pour implanter une taxe sur le carbone qui augmentera le prix de l'essence. Par exemple, à Montréal, une augmentation de la taxe sur l'essence de \$0.03 par litre à \$0.25 par litre aurait pour effet de réduire notre consommation de pétrole. Les revenus générés pourraient alors être injectés directement dans le réseau de transport en commun.

Favoriser le transport en commun comme porte d'entrée à la métropole

Les études le démontrent une grande partie de la congestion routière au centre-ville et sur le Plateau est causée par des véhicules provenant des banlieues et des régions. Compte tenu de ces faits, la Ville de Montréal devrait donc tout faire pour accroître les services des trains de banlieue et la construction de nouveaux stationnements près des points de transports collectifs.

Favoriser les transports actifs

Le transport actif devrait être un mode de transport vivement promu par la ville de Montréal. Ce qui n'est pas le cas en ce moment. En effet, la ville a plutôt orienté son développement autour des automobilistes plutôt que des cyclistes et piétons. Les pistes cyclables sont peu nombreuses et, qui plus est, leurs conceptions ne favorisent pas la sécurité des utilisateurs.

Augmenter les zones sans automobile à travers de la Ville de Montréal

Les zones urbaines sans automobile sont une excellente façon de favoriser le transport actif et de revigorer le centre-ville. Il est temps que les citoyens reprennent possession de leurs principales artères afin de favoriser les arts et la culture locale au lieu de céder le centre-ville aux automobiles.

Les services de la ville

Compostage obligatoire et biométhanisation

La Ville de Montréal ne récupère toujours pas les matières organiques dans l'ensemble de ses arrondissements. D'autre part, rendre le compostage et la récupération obligatoires combinés avec la construction de plusieurs centres de biométhanisation permettraient de réduire les GES issus des sites d'enfouissement. Cette initiative pourrait servir à alimenter les véhicules de la ville, chauffer des immeubles et générer de l'électricité.

Gestion des eaux usées

La Ville de Montréal consomme actuellement des énergies fossiles pour incinérer les résidus de ses eaux usées. Pourtant, à Washington DC, la situation est différente. L'usine de traitement des eaux usées produit de l'énergie propre qu'elle exploite ensuite pour générer de l'électricité redistribuée aux citoyens. Le processus produit également un engrais organique et sanitaire qui est remis dans le sol pour faire pousser des légumes.

Cette approche a pour résultat de réduire la consommation d'énergies fossiles de l'usine et de produire de l'électricité pour la ville à partir des sources renouvelables. L'engrais obtenu réduit la dépendance aux engrais chimiques qui constituent l'une des plus grandes sources d'émissions de GES.

Le déclin mondial de l'industrie pétrolière et les installations dans l'est de la ville représentent une opportunité pour la Ville de Montréal de remplacer les raffineries de pétrole par des équipements de biométhanisation pour les matières organiques et les eaux usées.

Éviter le déneigement inutile

Les opérations de déneigement se font plus souvent que nécessaire. Les centaines de camions impliqués dans ces travaux fonctionnent au ralenti pendant des heures lors de chaque opération. La Ville de Montréal aurait intérêt à déneiger moins fréquemment en suivant l'exemple de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal.

Bannir les gobelets à café, sacs en papier, bouteilles d'eau et capsules de café

L'annonce de l'administration Coderre concernant le bannissement des sacs en plastique à usage unique d'ici 2018 est un pas dans la bonne direction. Et ce, même si le Parti vert du Québec regrette que le bannissement ne s'applique pas aux sacs de papier à usage unique. Selon nous, il serait également temps d'élargir le bannissement aux bouteilles d'eau en plastique, gobelets et capsules à café ainsi qu'aux sacs à usage unique.

Réduire l'utilisation des assiettes et ustensiles en plastique dans l'industrie de la restauration

À court terme, et en attendant un bannissement complet, la Ville de Montréal pourrait interdire l'utilisation des assiettes et ustensiles non réutilisables dans les chaînes de restauration rapides. Cela aurait un impact significatif sur la quantité de plastique, de pétrole et de papier utilisée par l'industrie.

Par exemple, les aires de restauration dans les centres d'achats pourraient être contraintes d'offrir des assiettes, tasses et ustensiles réutilisables. Cette pratique a récemment été implantée aux Promenades Saint-Bruno.

Implanter une tarification pour les surplus de déchets

Cette année, la ville de Beaconsfield a implanté un système de tarification pour la gestion de ses déchets. Bien que la Ville de Beaconsfield n'ait toujours pas de programme de récupération des matières organiques, ils sont motivés à réduire le volume des déchets résidentiel de 36% avec ce simple programme de tarification.

Incitation à l'usage d'objet réutilisable (sac, tasses, bouteille d'eau)

Réduire l'utilisation des sacs et des bouteilles à usage unique nécessitera l'engagement des organismes communautaires et la promotion de systèmes de partage innovateurs. La Ville de Montréal a déjà expérimenté un système similaire avec le partage de livres dans certains quartiers et avec les voitures partagées (par ex. Commune auto). Les services de partage pourraient jouer un rôle important dans le bannissement des objets à usage unique.

Industries

En ce qui concerne les industries montréalaises, nous préconisons l'augmentation des régulations sur la pollution qu'elles produisent. La Ville de Montréal devrait aussi prévoir la fermeture des raffineries de l'est de la ville et utiliser les terrains vacants pour la biométhanisation des eaux usées. Et, par ailleurs, s'opposer à toute nouvelle implantation d'infrastructures pétrolières. Le Parti vert du Québec encourage aussi la ville à sensibiliser la population sur les effets du smog sur la santé et à garantir une bonne qualité de l'air tout au long de l'année.

Augmenter la réglementation sur les industries polluantes

En 2014, la population montréalaise aurait été exposée à au moins 63 jours de mauvaise qualité de l'air. Bien que les industries ne soient pas les seules responsables de ce phénomène la Ville de Montréal doit porter davantage d'attention à la qualité de l'air et aux émissions provenant des industries lourdes. Les résidents de l'est de Montréal sont particulièrement affectés par les émissions nocives et délétères produites par l'industrie pétrolière.

Le Parti vert du Québec recommande à la Ville de Montréal de continuer à s'opposer au projet de l'oléoduc de la compagnie TransCanada ou à toutes autres nouvelles infrastructures pétrolières. Les objectifs concernant la qualité de l'air seront atteints lorsqu'il n'y aura plus de journée où la qualité de l'air sera qualifiée de mauvaise.

Favoriser le transport ferroviaire des marchandises

Le camionnage constitue une grande source de consommation pétrolière et d'émissions de GES. Le transport ferroviaire est moins énergivore, plus efficace et moins polluant.

Résidentiel et immobilier

Établir un programme de subventions pour l'isolation des immeubles

Les immeubles du Québec et de Montréal ne sont pas bien isolés et ont bénéficié de peu de subventions visant l'augmentation de leur efficacité énergétique. Par conséquent, tous les jours une quantité importante d'énergie est gaspillée pour réchauffer ou refroidir des structures mal isolées.

Mettre en place des panneaux solaires sur l'ensemble des immeubles municipaux

La Ville de Montréal est très bien placée pour donner un coup d'élan à l'industrie solaire en installant des panneaux sur l'ensemble de ses immeubles. Ce geste augmenterait notre capacité à générer de l'électricité verte. Ce que nous ne consommons pas ici pourrait être exporté aux États-Unis pour remplacer les gaz de schistes ou en Ontario pour remplacer les centrales nucléaires.

Explorer la possibilité d'installer des éoliennes sur le fleuve ou à proximité de Montréal

L'énergie éolienne est encore moins polluante que les barrages hydroélectriques. Construire des parcs éoliens à proximité de la métropole pourraient faciliter la transition énergétique et réduire l'énergie perdue dans le transport.

Promouvoir la densification de la population près des centres de transport en commun

Les transports sont une partie essentielle de notre plan pour réduire les émissions à gaz à effet de serre. Les développements en banlieue devraient être autorisés uniquement lorsque les services de transport en commun sont en place. Le projet controversé nommé Cap Nature à Pierrefonds-Ouest ne correspond pas à cette planification.

Alimentation

Promouvoir l'agriculture urbaine sur les terrains publics et privés et soutenir les initiatives déjà existantes

La Ville de Montréal possède tous les outils pour entamer une véritable révolution en agriculture urbaine et en alimentation locale. Bonifier le nombre de jardins communautaires gratuits, rendre les espaces publics disponibles pour l'agriculture urbaine sont des gestes qui pourraient générer une révolution verte.

Des gestes simples tels que des changements dans la réglementation, les investissements, la plantation de pommiers dans les parcs et de légumes dans les pots de fleurs de la ville seraient déjà un bon départ.

Empêcher le gaspillage alimentaire

Le gaspillage alimentaire par l'industrie de la restauration et des grossistes représentent une source non-négligeable d'émission de GES et de gaspillage des ressources alimentaires. Certains pays (le cas de la France) ont légiféré afin d'obliger les entreprises en alimentation à rendre leurs produits périmés disponibles au public ou à des groupes communautaires.

Protéger les Espaces verts

Partout sur l'île de Montréal les espaces verts sont menacés. Le projet Cap Nature de Pierrefonds-Ouest est un parfait exemple de ce qu'il ne faut pas faire. En effet, ce projet résidentiel compromet la biodiversité de ce site exceptionnel. Les exemples de ce type de développement immobilier sur l'île de Montréal sont malheureusement trop nombreux.

Conclusion

La Ville de Montréal possède tous les outils pour significativement réduire notre consommation d'énergies fossiles. Les idées présentées dans ce mémoire sont réalisables. Les plus grands obstacles au progrès sur le climat sont les élus qui n'ont pas le courage de faire les choix, investissements et projets de société qui seront nécessaires pour réduire notre consommation et protéger l'environnement.

Cette consultation publique est un pas dans le bon sens, mais pour respecter nos engagements internationaux il faudra investir massivement et sans délai dans la transition énergétique.